

**Nations unies - Corée du Nord -  
Adoption de la résolution 2371 -  
Explication de vote du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies**

(New York, 05 août 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2371, qui renforce les sanctions imposées par les Nations unies à l'encontre de la Corée du Nord suite aux tirs de missiles balistiques intervenus les 3 et 28 juillet derniers. Nous remercions les États-Unis pour le leadership dont ils ont fait preuve dans cette négociation, ainsi que pour leur engagement sans faille sur ce dossier qui revêt aujourd'hui plus que jamais une importance capitale pour la paix et la sécurité internationales.

La Corée du Nord poursuit depuis des années maintenant le développement à marche forcée de ses programmes nucléaire et balistique, initiés au plus haut niveau du régime. Elle s'efforce, méthodiquement, d'acquérir un arsenal nucléaire opérationnel, au prix du sacrifice de sa propre population.

Les tirs des dernières semaines nous ont fait franchir un palier supplémentaire dans la menace que constituent les programmes nord-coréens, en démontrant de manière claire la détermination de Pyongyang à mettre toute la communauté internationale à la portée de ses missiles. Il s'agit d'une situation inacceptable, qui met directement en cause notre sécurité à tous.

Monsieur le Président,

Ne nous y trompons pas : la menace est mondiale. Et au-delà même de cette menace, grave et directe, c'est également l'ensemble du régime de non-prolifération qui est en danger, alors même qu'il constitue l'un des piliers de notre système de sécurité collective.

C'est pourquoi la faiblesse n'est pas une option. Et c'est pourquoi la conviction de la France depuis l'origine est que seule une position de grande fermeté peut ouvrir la voie à la stratégie politique et diplomatique qui est elle-même la seule issue possible à cette crise.

Dans ce contexte, Monsieur le Président, il est plus que jamais urgent de mettre un terme aux programmes nucléaire et balistique nord-coréens et de ramener Pyongyang à la table des négociations. Pourtant, malgré nos avertissements répétés, la Corée du Nord n'a cessé ces

derniers mois de braver toutes les injonctions de ce conseil et de défier la communauté internationale dans son ensemble. Devant la gravité de la menace qui pèse aujourd'hui sur nous tous, il était urgent de marquer collectivement notre autorité. Car seule une pression diplomatique et économique maximale est susceptible d'entraver la poursuite des programmes en cause, de ramener la Corée du Nord à la table des négociations et de favoriser une issue pacifique à la crise actuelle.

Monsieur le Président,

À travers cette résolution, et par-delà une condamnation sans ambiguïté des agissements injustifiables nord-coréens, le Conseil articule deux actions complémentaires : il sanctionne une nouvelle série d'individus et d'entités au cœur du fonctionnement du régime et de ses programmes ; et il impose un embargo sur plusieurs secteurs d'activités clé à même de fournir des liquidités pour financer les programmes illégaux de Pyongyang. Ces mesures, qui sont susceptibles de générer un manque à gagner pour le régime estimé à plus d'1 milliard de dollars par an, sont clairement de nature à changer la donne. Elles soulignent la portée des outils à la disposition de ce conseil, dont l'efficacité est décuplée lorsqu'il agit, comme c'est le cas aujourd'hui, de manière unanime. Elles sont bien évidemment assorties de clauses d'exemption humanitaires, afin d'en minimiser les conséquences sur la population nord-coréenne, qui n'est pas ciblée par ces mesures.

Cette nouvelle résolution constitue non seulement une réponse déterminée, mais également un nouvel avertissement. Cette dangereuse et irresponsable fuite en avant du régime, aussi irrationnelle dans son expression qu'elle est méthodique dans son objectif, doit cesser. La Corée du Nord doit prendre conscience que si elle s'obstine dans le choix de l'escalade et de la provocation, alors nous n'aurons d'autre choix que de renforcer davantage encore la pression. Et nous y sommes prêts : c'est l'un des messages que nous adressons unanimement aujourd'hui.

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises déjà, les sanctions ne sont pas une fin en soi mais un moyen de contraindre Pyongyang à revenir sérieusement au dialogue. Face à l'entêtement irresponsable et injustifiable du régime nord-coréen, il n'y a aujourd'hui pas d'autre solution que la fermeté pour ramener ce dernier sur la voie de la raison et, sur cette base, ouvrir la voie à une issue politique et diplomatique de cette crise.

Je vous remercie./.